

LA GLOBALISATION

Le temps du monde fini commence
Paul **Valéry**

Il nous faut des mondiologues
Ernesto **Sabato**

L'invention du monde

On a une vision d'un monde dès l'Antiquité puisque la rotondité de la Terre est établie au V^e siècle avant J.-C. et sa mesure, assez précise, au III^e siècle avant J.-C.. Il faut cependant attendre le XVI^e siècle pour que la Terre et le Monde se superposent. Jusque là, les morceaux ne sont-ils pas reliés entre eux (il y a la zone torride infranchissable). Les Grandes Découvertes et le tour du monde de **Magellan** changent la donne puisque l'expérience physique de la rotondité de la Terre est accomplie. En revanche, le monde ne fait pas encore système. La conception d'interdépendance apparaît au XIX^e siècle avec **Humboldt**, **Ritter** puis **Reclus** et **Levasseur**. **Vidal de la Blache** dit en 1894 : « la Terre est un tout dont les diverses parties s'éclairent mutuellement. » **Zimmermann** constate le bouclage de la planète (câbles télégraphiques) et **Demangeon** est porteur de cette nouvelle conscience de l'entité terrestre (« tous les pays souffrent ensemble » dit-il en 1932). Quant au mot « mondialisation », il daterait des années 50-60.

Selon **Jacques Lévy**, la mondialisation « est l'émergence du monde comme espace, processus par lequel l'étendue planétaire devient un espace. » Ainsi entendue, on peut la faire remonter à la diffusion d'homo sapiens et considérer son achèvement par une ubiquité totale. Voilà de quoi relativiser la nouveauté et la primauté que l'on y accorde depuis... depuis quand au fait ? C'est **Theodor Levitt** qui invente la *globalization* en 1983, entendant par là des processus plus culturels qu'économiques. **Kenichi Ohmae**, lui, traite de la multinationalisation économique (*The borderless world*, 1985). La même année, **John Friedman** relance le terme, datant de 1915 (**Geddes**), de « villes mondiales » à propos de l'organisation économique mondiale (hiérarchie et concurrences/complémentarités). Ce n'est pas tout : **A. Reynaud** (*Société, espace, justice*, 1981) construit le « système-monde », sans en donner la formulation mais en en délimitant les contours, à savoir un modèle centre – périphérie formant système. On y sent la double influence, pourtant concurrentes, du structuralisme de **Lévi-Strauss** et de la systémique de **Joël de Rosnay** et d'**Edgar Morin**. Mais c'est **Olivier Dollfus** qui va lancer le terme de « système-monde » en 1984. Et c'est encore en 1985 que **Fernand Braudel** publie *La dynamique du capitalisme* dans lequel il présente ses travaux sur économie mondiale et économies-monde. Une telle convergence n'est évidemment pas innocente, le monde n'est plus pensé comme deux blocs coupés en deux, mais comme unité et cela n'aurait sans doute pas été possible plus tôt – au moins rendu secondaire. La mondialisation est donc pleinement en question à partir du **milieu des années 80**. Question de vocabulaire, déjà, question de lecture, ensuite, question de perspective, enfin.

Enjeux théoriques et idéologiques

Evacuons les difficultés sémantiques. En anglais, on ne connaît que « *globalization* » mais en français, deux termes se concurrencent : « mondialisation » et « globalisation ». Il semble que le premier renvoie à l'expression braudelienne d'économie-monde, ce qui serait une filiation intéressante. Cependant, le second présente l'avantage d'être plus complexe, dialogique, puisque le global renvoie directement au local alors que le monde... on ne sait pas à quoi. C'est pour cette raison qu'ici sera employé préférentiellement le terme de « globalisation ». La difficulté est cependant la suivante : les géographes et économistes français ont fini par admettre la coexistence des deux termes et, au lieu de les rendre interchangeables, en ont imaginé des définitions distinctes, et, évidemment, de manière différente selon les auteurs... l'imbroglio semble indémêlable !

Les lectures, ensuite. Les grandes idéologies ayant été entraînées dans la chute, c'est sur la globalisation que se cristallisent alors les oppositions. Les libéraux y voient un processus positif abolissant les frontières nationales et les nationalismes, estiment que chaque partie du monde tire et tirera profit du libre-échange et que, de toute façon, il n'y a pas de choix (« *There is no alternative* », **Thatcher**). Certains annoncent carrément la *Fin de l'histoire* (**Fukuyama**). A l'opposé, un néo-marxisme s'élève sur les fondations constituées par la pensée de **Lénine** qui, en 1916, parlait de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme (logique financière) pour dépasser les contradictions internes (nationales). **Negri** et **Hardt** voient la globalisation comme l'émergence d'une puissance – l'*Empire* (2000) – et de son opposition croissante – les *Multitudes* (2003). Le débat se porte alors à des niveaux philosophiques voire religieux : **Labarde** et **Maris** dénoncent en 1996 les prophètes de la guerre économique, **Rifkin** est très vif en 2000 contre l'hypercapitalisme contrôlant les droits d'accès. **Michel Wieviorka** dirige (2004) un ouvrage sur l'hyperpuissance américaine, montrée inquiète que ce soit avec **Huntington** (*Le choc des civilisations*) ou **Brzezinski** (*Le grand échiquier*).

Les perspectives, enfin. La globalisation a, cela coule de source, existé avant le mot. Mais depuis quand ? **Suzanne Berger** (*Notre première mondialisation*, 2003) estime qu'entre la fin du XIX^e siècle et 1914, l'intensité des échanges économiques internationaux était, sur fond de *pax britannica*, aussi élevée que dans les années 60. Seulement, le nombre d'acteurs était alors considérablement réduits (la France, la GB, essentiellement). Ce n'est donc que le suicide de 1914 qui y a mis fin, ouvrant ainsi une parenthèse jusqu'aux années 60. Ne peut-on aller plus loin ? Assurément, à la fois dans le temps et dans l'espace.

Premièrement, la globalisation aujourd'hui vécue nous fait repenser les siècles précédents : on tente de saisir le monde dans son intégralité et non plus comme simple occidentalisation. C'est tout l'apport des *subaltern studies*, avec par exemple **Mike Davis** (2003) et sa lecture globale des sécheresses mondiales frappant les espaces dominés à la fin du XIX^e (causes climatiques auxquelles s'ajoutent une domination économique). On avance alors vers des lectures globalisées de l'histoire humaine. D'abord par la mise en cause de la place centrale de l'Occident (Braudel déjà avait permis d'éviter l'ethnocentrisme) et des origines de l'avance de l'Europe : **Sophie Bessis** estime que l'Europe « désertifie le monde qu'elle découvre et fonde en théorie l'antique raison du plus fort » (*L'Occident et les autres, histoire d'une suprématie*, 2003). Les thèses mettant en avant les vertus intrinsèques européennes sont en partie invalidées : on insiste d'avantage sur le caractère et circonstanciel et passager de cette avance (**Pomerang**, *The great divergence*, 2000). Vers une *world history* ? Place aux non-occidentaux ! *Globalization in world history* est édité par **Hopkins**.

Deuxièmement, et c'est là un apport majeur de **Fernand Braudel**, on ne peut plus penser les processus actuels sans penser le temps long. Braudel part de l'ouverture des horizons maritimes commerciaux aux XV^e-XVI^e siècles à partir de l'Europe des villes. C'est ce qui fait dire à son alter ego intellectuel, **Immanuel Wallerstein**, que « la mondialisation n'est pas nouvelle » (*Le capitalisme historique*, 2001). Braudel parle d'**économie-monde** : « Par économie-monde, mot que j'ai forgé à partir du mot allemand *Weltwirtschaft*, j'entends l'économie d'une partie seulement de notre planète dans la mesure où elle forme un tout économique. » Il y eut, estime-t-il se démarquant en cela de Wallerstein, partout et de tous temps des économies-monde. Il évite l'eurocentrisme, de ce fait, et explique l'avantage de l'Europe par l'asymétrie provoquée par la navigation hauturière... occasion manquée par la Chine et l'Islam, de peu... Par ailleurs, il montre la tripartition entre civilisation matérielle, économie (marchés, échanges), et capitalisme. Le capitalisme est le dernier étage, il n'émerge que par l'inégalité après laquelle il arrive. En effet, c'est, du XV^e au XVIII^e, l'économie de marché qui progresse, reliant entre eux les différents marchés du monde, au point que l'on croit à la « main invisible » (**Adam Smith**). Mais les liaisons ne sont que partielles, et le monde de l'échange est hiérarchisé et les capitalistes faussent la concurrence. Deux types d'échanges : l'un concurrentiel (l'économie de marché), l'autre dominant (le capitalisme). Le capitalisme est donc déterminé par le progrès de l'économie d'échange en soubassement (ce qui explique l'erreur de **Max Weber**). Des conditions sociales favorisent le capitalisme : ordre social stable, faiblesse de l'Etat. Ce n'est donc pas le capitalisme qui provoque cela, il arrive après. La question demeure : faut-il briser les hiérarchies ? Quoi qu'il en soit, Braudel permet de **séparer clairement économie de marché et capitalisme**. Si le monde s'unifie du XV^e au XVIII^e sous le signe du capitalisme, il lui fallait cet étagement, cette inégalité du monde, donc l'ouverture économique internationale. La thèse successive (esclavage, servage, capitalisme) en est donc contredite. Signes de cette unification, des crises provoquent parfois des changements de polarité de l'économie-monde, mais en général renforcent au contraire la centralité par rapport à laquelle se font sentir les inégalités : zones de « libertés », pays intermédiaires, régions marginales (servage). Ce qui lui permet de conclure que le capitalisme en 1985 n'est pas différent de celui des siècles précédents. Sa dynamique est bien ancrée dans les siècles. Il existe aux dimensions du monde, il s'appuie sur les monopoles de droit ou de fait, il ne recouvre pas toute l'économie. De quoi mieux comprendre les processus des XX^e et XXI^e siècles !

Les mécanismes de l'économie globalisée

Le terrain ayant été défriché, venons-en au vif du sujet. La globalisation : qu'est-ce donc ? Heureusement, il existe de très bons livres sur lesquels s'appuyer.

- C.-A. Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, 2004
- P. Veltz, *Mondialisation, villes et territoires*, 1996
- D. Cohen, *Richesse du monde, pauvretés des nations*, 1997 ; *La mondialisation et ses ennemis*, 2004
- Z. Laïdi, *La grande perturbation*, 2004

Michalet, tout d'abord, dégage trois configurations de la mondialisation, qui ne sont pas successives au sens strict, mais que l'on doit comprendre comme chacune toujours présente cependant que plus ou moins dominantes. Comprendre cette évolution est essentiel pour ne pas, comme le font trop les acteurs et les commentateurs, analyser la mondialisation aujourd'hui comme si elle était encore inter-nationale : l'Etat-nation est dépassé par la globalisation, du moins en partie.

1/ la configuration internationale dominante après 1945. Ricardienne dans son essence, elle implique une spécialisation internationale régulatrice (régulation intergouvernementale) basée sur la théorie des avantages comparatifs. Or, estime Michalet, ce paradigme se révèle « introuvable » : irréalisable et comme tel, contesté aussi bien par les protectionnistes que par les libre-échangistes. D'où...

2/ la configuration multinationale s'imposant au tournant des années 60. La mondialisation prend un autre visage, avec une place prépondérante des IDE, puisque l'impératif de compétitivité (concurrence accrue) implique des stratégies de délocalisation. Dès lors, les différentes composantes de la mondialisation (échanges de biens et de services, IDE, circulation des capitaux) sont plus interdépendantes : la configuration de la spécialisation est plus smithienne (théorie des avantages absolus), cette fois. Etats et multinationales sont en collusion pour réguler la mondialisation. Cependant, le système monétaire international mute après 1971 (Nixon rompant Bretton Woods) et, avec les eurodollars et les pétrodollars...

3/ la configuration globale depuis le milieu des années 80. La période est au post-keynésianisme, au libéralisme à nouveau triomphant : déréglementation étatique pour la liberté des marchés (consensus de Washington remplaçant celui de Bretton Woods). Concurrence entre les nations et nouvelle gouvernance (accueil des IDE, rôle du secteur privé, toyotisme). Multilatéralisme et régionalisme sur le devant de la scène, mais semblant s'opposer. Le mythe des marchés régulateurs optimaux ressurgit, mais ceux-ci, imparfaits, mutent. L'innovation (Schumpeter) devient essentielle dans la concurrence oligopolistique. Les entreprises externalisent de plus en plus. Mais, et c'est important, la globalisation n'est pas planétaire pour autant : elle accentue la notion d'attractivité (*hub and spokes*, effet tunnel) qui intègre inégalement dans la globalisation les territoires (cercles concentriques).

C'est alors que le malaise se fait ressentir (poussée du besoin de croyances, racines, appartenances). La question étant la suivante : peut-on penser de nouvelles régulations ? L'Etat-nation dépassé ne pourra muter en Etat mondial. Mais la dialectique intégration régionale / district local industriel transfrontalier (les *distritti*) semble en marche... Peut-on penser aux normes du type ISO 9000 pour modèle de régulation ? Vers une régulation par les normes plus que par la force (cf. Laïdi, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, 2005) ? Sinon, un retour du balancier, une victoire des angoisses et un rejet de la mondialisation ?

Veltz, lui, analyse les relations entre la globalisation de l'économie, les mutations dans l'organisation des firmes, et les polarisations territoriales. Au contraire d'une pensée à courte vue estimant que la globalisation conduirait à une économie indifférente des lieux, il démontre que la polarisation est croissante, et ce au profit des métropoles, notamment. En cause : les mutations organisationnelles de l'entreprise.

En effet, l'entreprise doit désormais gagner sa compétitivité dans le losange qualité – variété – réactivité – innovation. La globalisation provoque la diversification, et non pas l'homogénéisation comme on le croit trop souvent. C'est la fin du fordisme. Dès lors, c'est l'**exigence de réactivité** qui prime, et qui implique la connexion au réseau de communications internationales (*hub and spokes*) et donc la **métropolisation**. Ce n'est pas en termes de déterminisme qu'il faut voir cela, mais c'est à coup sûr un avantage considérable pour les métropoles. La difficulté, c'est que spécialisation et réactivité sont en quelque sorte contraires à l'esprit d'innovation. Veltz suit donc **Callon** lorsqu'il estime que sans Etat, les entreprises tendraient à ne plus investir dans la R&D. D'où l'intérêt pour elles de collaborer avec la recherche publique, ce qui se passe même dans les Etats les plus libéraux. De là découle qu'il ne faut pas avoir la naïveté de penser que la mondialisation balaie les Etats-nations qui restent acteurs, même si leurs régulations sont en crise.

Conséquence directe de ces phénomènes : la globalisation accentue les difficultés des pays non connectés, alors même que les économies riches craignent d'être perdantes par le jeu des délocalisations. Cela obéit plutôt à l'image que Braudel donnait de vainqueurs qui, ayant bombardé une ville, pleurent sur la perte des boulets... Veltz explique donc que le chômage des pays riches n'est en aucun cas dû aux délocalisations mais qu'au contraire, sans elles, il n'y aurait plus d'entreprises dans les pays riches. Ce n'est pas le niveau de salaire qui est le facteur-clé de l'implantation, mais bien **davantage le niveau de qualification et la connectivité au réseau**, à ce qu'il appelle « l'économie d'archipel ». Chaque innovation à laquelle les pays pauvres n'ont pas accès alimente le cercle vicieux qui les frappe. Donc, si le monde d'aujourd'hui est plus homogène, il est aussi plus divisé : c'est le principe d'une « glocalisation » ayant fait exploser le modèle centre – périphérie. Nous sommes dans une économie de vitesse dans laquelle le futur est dévalué au profit du temps présent. Si le court terme est roi, la précaution est reine et les assurances se multiplient, au niveau individuel comme à celui des entreprises : implication circulaire de flexibilité et d'assurances pour l'avenir des pays riches ?

Daniel Cohen entreprend de démythifier le débat portant sur la mondialisation. Il place une première mondialisation au XVI^e (« l'âge des conquistadors espagnols »), une deuxième au XIX^e (« l'âge des marchands anglais ») et une troisième dans la seconde moitié du XX^e. Les ennemis de la mondialisation, qu'ils soient tenants de la lutte des classes planétaire ou de la guerre des civilisations, se retrouvent selon lui sur l'idée que la mondialisation impose un modèle dont les peuples ne veulent pas. Or, D. Cohen s'attache à montrer qu'au contraire, le drame de la mondialisation est qu'elle ne parvient pas à remplir les promesses qu'elle laisse entrevoir. Il prend la suite de **Paul Bairoch** : « L'Occident n'a pas besoin du tiers-monde, ce qui est une mauvaise nouvelle pour le tiers-monde » (*Mythes et paradoxes de l'histoire économique*). La **conscience planétaire** est à son plus haut niveau jamais atteint, mais le divorce qui existe entre l'attente et la réalité du monde la masque. S'il est difficile de devenir acteur de la mondialisation, les aspirations sont plus fortes que jamais. Alors, ce qui se veut une critique d'un fait accompli et inéluctable est en réalité la critique de **ce qui n'advient pas**... Il faut sortir du malentendu.

C'est ce qu'il appelle la troisième révolution industrielle, celle qui fait sortir du fordisme, qui est responsable de la crise que traversent les pays riches, et non pas la mondialisation qui, permise par ce processus, pourrait en retour réduire les inégalités entre nations ou à l'intérieur des nations. Cela implique d'abandonner la tentation protectionniste qui fait du mal aux pays du Sud comme aux pays du Nord et repenser l'Etat-providence dont le modèle n'est plus adapté à l'ère de la société post-industrielle (le terme est peu pertinent car jamais l'industrie n'a eu autant d'importance, disons plutôt « post-fordiste »). L'analyse de l'exemple asiatique montre qu'un rattrapage fulgurant est possible et laisse entrevoir l'espoir du XXI^e siècle : celui de voir les inégalités de richesse entre nations s'amenuiser. Et de fait, les plus grandes inégalités se constatent déjà à l'intérieur des nations plutôt qu'entre elles. Il s'agit donc pour D. Cohen de penser une voie par-delà marché et charité, entre la naïveté libérale (marché autorégulé) et le modèle keynésien en crise. « Face aux doutes qui assaillent les pays riches sur leur propre devenir, les pays pauvres occupent à merveille la place de ces barbares dont les chevaux piaffaient aux portes de Rome. On attendrait pourtant les barbares comme on attendait Godot : ils ne viendront pas. C'est en se convaincant que la menace qui pèse sur leurs sociétés vient du dehors que les pays riches se rendent aveugles aux transformations qu'ils ont eux-mêmes engagées ; c'est en cherchant au dehors des boucs émissaires qu'ils s'éloignent de la recherche du « bien commun », qu'ils renoncent à la « douce tiédeur de la richesse et de la paix ». »

Zaki Laïdi, enfin, a une approche moins économiste, davantage axée sur la philosophie politique. « La mondialisation est à la fois une sociologie des interdépendances planétaires et une phénoménologie d'un monde nouveau. » Ces deux facettes, trop longtemps arbitrairement séparées, sont à reliées, car la mondialisation, c'est aussi **la construction d'un imaginaire nouveau**, dont Laïdi donne 5 composantes :

- ✓ Les formes communes (« le semblable dans le monde » **Walter Benjamin**) : partout des traces de la modernité ; fin de l'altérité radicale = il y a plus de « déjà vu » que de découvertes. Contrecoup : peur de l'uniformité (gémellité, cf. **René Girard**)
- ✓ Vie quotidienne mondiale et happenings incessants, phénoménologie du présent. Contrecoup : dévaluation culturelle du temps long, du problème ; démocratie de marché (cf. **Juan Linz, Elmer Hankis**)
- ✓ Vivre ensemble émotif, mondialisation des affects. Contrecoup : sentimentalisation sur les décombres du politique
- ✓ Le marché, tout s'achète et tout se vend, libre choix et relativisme, « haine du détour »
- ✓ Caractère normatif du temps mondial : gouvernance, transparence, privatisations, *empowerment*...

La perturbation mondiale se nourrit des disjonctions, hiérarchies, degrés de pertinence locale des composantes... et ces disjonctions sont le principal obstacle à l'organisation de la mondialisation. D'où viennent ces disjonctions ? D'abord de la souveraineté des Etats-nations. Ils se sentent menacés et veulent préserver leur souveraineté, empêchant d'évoluer vers une gouvernance. Mais il faut se méfier de l'idée reçue selon laquelle les Etats s'affaiblissent du fait de la mondialisation : en réalité, la demande sociale s'accroît, mais les Etats exercent plus leur responsabilité que leur souveraineté (environnement, ...). De plus, si la mondialisation génère de la privatisation, elle ne ruine pas le bien public : l'aporie essentielle de la mondialisation est « la difficulté à penser le lien entre dynamique exceptionnelle de création de richesse à l'échelle du monde et les conditions sociales de sa redistribution. » Laïdi envisage donc la mondialisation comme un processus clivant (pacte capital – travail de l'après-guerre rompu) mais ouvert, donc à domestiquer (« le rendre moins sauvage et le reterritorialiser ») comme condition de dissipation de la grande perturbation.

Laïdi montre comment la mondialisation met à mal la conception bodinienne de la souveraineté. En effet, la souveraineté n'est plus un bloc, le politique se détotalise, sans pour autant disparaître, n'est plus au-dessus de tout : on passe du « monde commun » au « monde vécu » (**Niklas Luhmann**). C'est la question de la gouvernementalité de **Foucault**, qui ne résume pas la question du pouvoir au pouvoir de l'Etat : c'est l'enjeu de la **gouvernance** qui appréhende le politique au-delà de son acception wébérienne de violence légitime sur un territoire. Le renversement de perspective est total (et c'est en cela qu'on peut comprendre aujourd'hui le retour à **Carl Schmitt**). La souveraineté est donc redistribuée, vers le marché puisque le capitalisme ressort de son corset national et reprend la logique d'autorégulation. C'est **Hayek** contre **Bodin** (désenclônement, cf. **Polanyi**) : absence de but commun car refus de nommer un sujet « société ». Hayek contre Schmitt également avec la catallaxie : échanger, transformer un ennemi en ami. Intuition essentielle de Hayek : **rôle décisif de l'information**, désormais matière *première* (capitalisme de connexion, Boltanski). La souveraineté devient la garantie politique d'une concurrence organisée sur un territoire donné. Redistribution également vers la société civile (sphère sociale de jugement autonome et indépendant de l'Etat, dans la définition hegelienne) : montée en puissance des vécus et mise en cause de la souveraineté de l'Etat (**Habermas**). Mais aujourd'hui, la société civile est détachée du marché, s'efforce d'exister par rapport à lui. Ses 3 fonctions : expertise et alerte ; expression

des préférences collectives ; influence des choix publics. Enfin, droit et politique ne se confondent plus : l'Etat de droit peut s'opposer à l'Etat.

La difficulté est celle-ci : il ne suffit pas de changer d'échelle pour retrouver la souveraineté (mondiale). On passe à l'ère de la **souveraineté opérationnelle** : « l'ensemble sans cesse renégocié des propensions mises en œuvre par une collectivité politique afin de se protéger, vivre et se faire reconnaître dans un monde interdépendant. » On est donc souverain en vue de... pas dans l'absolu. Plusieurs échelles cohabitent, et la souveraineté d'un Etat n'est plus de surplomber les autres, mais de s'irriguer le plus intensément de ce qui est extérieur à son propre espace ! C'est l'interdépendance économique qui est découplée de la souveraineté, pas la territorialité. Partage de souveraineté : dilatation avec d'autres acteurs l'exerçant, protection par le partage des coûts (monnaie, sécurité, identité), intégration du principe de responsabilité (société de risque, **Ulrich Beck**).

Zaki Laïdi analyse ensuite les termes du débat politique, dont il ne sera pas question ici, portant sur l'organisation de la mondialisation. Gouvernance (modèle européen, normatif) s'oppose à souverainisme (modèle américain, force) [cf. **Robert Kagan** également]. Marché autorégulateur ? L'Etat « idiot utile » du village planétaire ? On note aussi la résurgence de la question de propriété que la chute du communisme avait enterrée. Enfin, quelles sont les réticences et résistances face à cette grande perturbation : altermondialisme, réactions anxieuses, la cohorte des perdants et la panne de l'ascenseur social mondial...

Typologie des espaces

Il s'agit maintenant de saisir les implications géographiques de ce processus social-historique qu'est la globalisation. Ce n'est en effet pas neutre, loin s'en faut. Elle provoque une certaine crise de territorialité, voire une crise de territorialité certaine, parfois durement vécue – et l'anxiété pousse jusqu'aux délires et contresens les plus farfelus – et dont on peut identifier deux processus : la métropolisation et la régionalisation.

Le règne de la ville globale

La réflexion sur les villes mondiales n'est pas nouvelle puisque dès 1915, **Geddes** en parle. En 1966, c'est **P. Hall** qui publie *Les villes mondiales* détentrices des principaux lieux de pouvoir. En 1979, **Fernand Braudel** émet l'idée de centres successifs d'économies-monde commandées par une ville capitaliste dominante. Ce qui permet à **Ricardo Petrella** dénoncer la domination du monde par un archipel d'une trentaine de régions urbaines prospères mieux reliées entre elles qu'à leur arrière-pays. Revenons en arrière avec 1985, et **John Friedman** qui relance l'expression de « villes mondiales » comme organisatrices de l'économie mondiale. Mais c'est **Saskia Sassen** qui entreprend d'étudier « comment l'organisation requise par les diverses formes de mondialisation produit et reproduit le pouvoir à partir de sites pilotes localisés dans les villes globales. » Elle part de 3 paradoxes :

- ✓ New-York, Londres, Tokyo deviennent hégémoniques au moment même d'une décentralisation (années 80)
- ✓ Des villes très différentes connaissent une trajectoire comparable
- ✓ Boom immobilier, concentration des emplois dans les quartiers d'affaire alors même que la télématique facilite la dispersion géographique et annonce le déclin des concentrations urbaines

Elle explique ces paradoxes par les économies d'échelle, le temps gagné (économie de la vitesse), le besoin de centraliser la décision quand la production est dispersée et décentralisée. Tout ceci (« **tyrannie de la proximité** ») entraînant une logique d'agglomération : les villes globales sont des nœuds de communication. Dès lors, l'idée selon

laquelle ce système urbain international assurerait la croissance à tout le territoire national ne se vérifie plus, le modèle centre – périphérie trouve ses limites. Ce sont les conséquences du global sur le local, sur le fonctionnement interne aux villes et à leur région. Les 3 villes globales, d'après Sassen, connaissent toutes une crise fiscale, des pertes d'emplois et des croissances fortes dans les secteurs de pointe. Une élite de cadres transnationaux voit le jour, avec des salaires très élevés. En contrepartie, de nombreux postes de bureaux à bas salaires, eux. La caractéristique des villes globales est donc la forte inégalité des revenus (« bipolarisation sociale et géographique », classes moyennes amenuisées), et l'augmentation du travail à temps partiel (emploi précaire institutionnalisé). S'opère aussi un phénomène de gentrification, et de nouvelles pratiques de consommation (prix élevés, stylisme, caractère ultra-urbain). Et la pauvreté atteint une nouvelle gravité.

Donc, la mondialisation change la donne de la logique d'agglomération mais ce nouveau modèle est-il durable ? Le coût deviendra peut-être trop élevé. Et puis, les désordres sociaux seront peut-être intenable : Sassen se demande combien de temps les cadres supporteront d'enjamber les SDF. Finalement, ce sera peut-être les déficits nationaux qui tireront à la baisse les villes globales. Vers une « coalition de croissance » (élite économique globale + élite politique « féodale ») ? Cette conception de Sassen est à nuancer assez fortement mais a servi de base à des travaux sur la question (le GaWC).

Peter Taylor notamment a établi un « système urbain global » : ensemble d'éléments en interaction organisés en vue d'assurer le fonctionnement des firmes globales. Et, pour ne pas négliger les échanges entre les villes et leur environnement immédiat a été forgé le concept de *city region* par **Alan J. Scott** : zones d'intégration fonctionnelle entre une ville et sa région (conurbation, bassin d'emploi, d'habitat, d'activités, espace élargi de mobilisation de ressources). La *city region* doit donc se comprendre comme une plate-forme territoriale connectant un arrière-pays sur le monde : ce qui fait des *city regions* les moteurs de l'économie globale. Cela permet de mieux prendre en compte les réactions locales aux changements globaux (glocalisation), et donc les questions de citoyenneté, de stratégies visant à rendre les villes compétitives... Concluons en n'oubliant pas qu'il n'y a pas d'effet mécaniste et déterministe de la taille : les capitales régionales et villes moyennes ont leurs chances dans la mondialisation.

La régionalisation de la globalisation

Bertrand Badie avait annoncé un peu vite la fin des territoires. **La mondialisation se nourrit de différences**, au contraire de les abolir. [Nick Couldry explique que la globalisation homogénéise *la façon d'exprimer* ses différences, mais n'abolit pas ces dernières] Les frontières ont toujours leur rôle et les Etats jouent avec dans un processus de régionalisation. Du plus limité au plus ambitieux, on peut distinguer 5 degrés de régionalisation :

- ✓ Zone de libre-échange
- ✓ Union douanière
- ✓ Marché commun
- ✓ Union économique et douanière
- ✓ Union politique

Le fait que ces institutions connaissent un véritable essor ces 15 dernières années n'est pas innocent. L'Union Européenne en est l'exemple le plus connu et peut-être le plus abouti, mais n'est pas le seul : ALENA (1995), Mercosur et Pacte Andin (fin des années 1980), ASEAN (1967) puis AFTA (1993), APEC et ZLEA encore en projets... Union Africaine ?

Au cœur du système capitaliste

Rationalité interne et rationalité externe dans l'histoire

D'après **Alain Bresson**, *Au-delà du primitivisme et du modernisme : Max Weber ou John Nash ?*

Au moins jusqu'à **Max Weber**, on a opposé la « rationalité » du système capitaliste à l'« irrationalité » des précédents systèmes économiques (école primitiviste). Ainsi, dans cette tradition, finalement inspirée par son temps (la marche en avant de la Raison dans l'Histoire – **Hegel** – le darwinisme et le positivisme – **Auguste Comte**), on considère que l'économie antique, par exemple, n'a pas d'existence propre, l'économie étant entendue comme la gestion rationnelle de la rareté des biens (sens (néo-)classique). Cette vision des choses est aujourd'hui dépassée. D'une part, il est admis qu'aucune société contemporaine ne répond à la définition de marché pur et parfait, il est donc absurde d'appliquer cette abstraction aux sociétés pour lesquelles le marché ne jouait pas le même rôle, voire n'existait pas. Mais, d'autre part, les institutions sont irréductibles au modèle de l'*homo oeconomicus*. Si **Marx** estime que les institutions sont déterminées par la lutte des classes elle-même déterminée par le niveau des forces productives (la technique, en dernière analyse), Weber inverse le paradigme : c'est l'institution qui donne vie au système économique. Mais le problème n'est pas réglé pour autant : comment fonder la fondation ? **Sahlins**, très radical, estime que le ressort est la volonté humaine, les facteurs matériels ne jouent aucun rôle, l'histoire n'est que bruit et fureur. Son approche permet de liquider la différenciation de Weber entre rationalité immédiate (matérielle) et rationalité en valeur (éthique), mais le côté arbitraire des traits culturels revêt une très faible valeur explicative (**Bourdieu**, *La distinction* : les jeux d'opposition, en contrepoint de cette analyse) : comment l'arbitraire des signes pourrait expliquer la régularité des formes ?

L'école néo-institutionnaliste (**Coase**, **Williamson**, **North**) apporte des éléments de réponse. Les transactions entre individus supposent des échanges d'information (incomplète, imparfaitement fiable) : la vie sociale suppose donc la réduction de l'incertitude, c'est le rôle de l'institution. Or, les institutions ont un coût (économie des coûts de transaction). North assimile les institutions aux règles du jeu, les organisations aux acteurs de ce jeu. Les institutions affectent la performance de l'économie (coûts d'échange et de production), ce que négligeait la théorie néo-classique. On peut donc analyser la genèse des institutions en termes économiques, selon une sorte d'inverse de la loi de **Gresham** : les bonnes institutions chassent les mauvaises. Une limite importante apparaît cependant : cette loi suppose une société recherchant la performance économique, et les contre-exemples d'institutions non performantes se maintenant sont légion.

En réalité, l'acteur économique fait face à une multitude de contraintes (milieu naturel, niveau technologique, institutions) et l'économie doit plutôt être définie **comme la théorie des choix sous contrainte appliqué à la gestion des biens**. Alors, la propension à maximiser est fonction des incitations procurées par les règles de reproduction du système social, ce qui explique le différentiel entre sociétés stagnantes et en mutation rapide (on évite la dichotomie sociétés capitalistes maximisatrices et pré-capitalistes non-maximisatrices). Par exemple, les dépenses faites pour les Dieux ne sont pas rationnelles à l'unique condition d'oublier que les Dieux étaient censés reproduire l'ordre social. Autrement dit, il faut aussi considérer la **rationalité externe du système, pas seulement le discours d'une société sur elle-même** (rationalité interne *politique*, non économique, en Grèce antique). La société capitaliste n'est plus que celle, alors, où rationalité interne et rationalité externe se confondent plus que dans d'autres, mais pas la référence ultime de Weber.

La structure des rapports interindividuels explique la genèse des institutions : théorie des jeux (**Nash** ; dilemme du prisonnier). Après une série de choix faits par une multitude

d'acteurs, on arrive à un état d'équilibre où les choix ne peuvent plus se modifier. Dans ce cadre, les institutions sont résultantes de choix individuels (capacité à se transformer). Mais, en tant qu'elles jouent un rôle de système de contraintes dans les choix individuels, elles produisent les règles et les organisations, assurant leur pérennité.

Il est donc vain d'opposer rationalité capitaliste et irrationalité des autres sociétés (préjugé évolutionniste), les institutions économiques spécifiques du monde antique n'étaient nullement irrationnelles (contraintes différentes).

Résumons : chaque société doit maximiser et, selon qu'elle y parvient ou non, progresse ou non (rationalité externe). Cependant, la société tient sur elle-même et ses propres valeurs un discours justificateur (rationalité interne). Que les deux se confondent quasiment dans les sociétés capitalistes n'en font pas pour autant une référence absolue, inéluctable et indépassable.

La rationalité interne du capitalisme et la distribution du profit en question

Le fondement du fonctionnement du capitalisme est donc la **maximisation du profit**, c'est-à-dire qu'il faut travailler moins pour gagner plus : **augmenter la productivité**. Ces gains de productivité génèrent donc du profit qui peut se répartir de trois manières différentes :

- ✓ hausse des salaires
- ✓ baisse des prix
- ✓ hausse des bénéfices

Or, dans l'histoire du processus industriel, la distribution du profit n'est pas fixe, mais dépend du rapport de forces entre employeurs et employés. Le **fordisme** triomphant a assuré un pacte capital – travail relativement équilibré. On pense « marché unifié », standardisation, développement de la classe moyenne et de la consommation de masse, tout le monde a donc intérêt à ce que les salaires et les prix reçoivent une large part des gains de productivité. Après guerre, ce sont les 30 Glorieuses (**Jean Fourastié**) et ce « pacte » n'est pas remis en cause.

Voyons pourtant ce que dit **Cornelius Castoriadis** en 1975 (*L'institution imaginaire de la société*, pp. 123-127). Il constate :

- ✓ une productivité dont la croissance va en s'accroissant sans qu'on en voie les limites
- ✓ le niveau de vie continue d'augmenter mais un problème d'absorption des fruits de cette productivité commence à se poser : saturation des besoins, sous-emploi
- ✓ un gaspillage potentiel énorme liés à l'organisation du système : non-participation des travailleurs à la production, dysfonctionnement bureaucratique, concurrence et concurrence monopolistique, etc.
- ✓ des possibilités offertes à la société par le savoir économique et les techniques d'information et de communication pour une organisation plus autonome

Ce à quoi le capitalisme répond(ra) de trois (quatre) manières :

- ✓ fabrication synthétique de nouveaux besoins, manipulation des consommateurs, développement d'une mentalité de rang social associé à un niveau de consommation, maintien d'emplois démodés
- ✓ tourner de plus en plus l'appareil de production vers la satisfaction des « besoins collectifs » = augmentation des prélèvements obligatoires plus rapide que celle des salaires
- ✓ réduire de plus en plus la durée du travail
- ✓ (accroître l'aide aux pays développés)

Aucune de ces solutions ne paraît convaincante et digne des mentalités capitalistes. On peut même estimer, et Castoriadis le fait, qu'elles sont contre-productives selon la rationalité interne des sociétés capitalistes. Les problèmes qu'elles posent sont en effet très importants. C'est même, selon certains (**Marcuse**, *Eros et civilisation* ; **Goodman**, *Growing up absurd*) que l'on vit « **le commencement de la fin de l'économique** ».

C'est, au sortir des 30 Glorieuses, que l'on prend conscience des limites du fordisme. La consommation stagne, c'est la fin du baby boom, les flux migratoires sont faibles. Cela alors que la productivité continue d'augmenter. La crise de 73, d'abord jugée conjoncturelle, se révèle vite dans sa vraie nature : structurelle. En 1944, Bretton Woods devait assurer la stabilité des prix et l'interdépendance économique pour relancer la croissance et éviter les fermetures nationalistes. En 1971, Nixon met à mal ce système, et provoque le passage à une autre période économique : la **globalisation**. L'une de ses caractéristiques est la rupture du pacte capital – travail. Malgré le concept nietzschéen de **destruction créatrice** (repris par Sombart, puis Schumpeter), les sociétés capitalistes entrent dans l'ère du chômage de masse. De plus, les entreprises de l'époque du *just-in-time* – car le marché est éclaté, le consommateur veut du différent, les entreprises doivent être ultra-réactives – essaient d'être toujours plus connectées au système de communication international et externalisent de plus en plus d'activités, ce qui signifie que l'on s'appuie d'autant plus sur un réseau de PME. De sa vitalité dépend la vitalité de l'économie d'une société.

Ces évolutions économiques rendent d'autant plus difficile la position des employés, bien en difficulté pour négocier des hausses de salaires. C'est alors que la distribution des gains de productivité se déplace vers les bénéficiaires, délaissant salaires et prix. En 1984, la part du PIB allant aux salaires était de 79 % ; elle est de 67 % en 2005 (chiffres INSEE-OFCE). Dès lors, peut-on éluder les issues décrites par Castoriadis ? Elles apparaissent comme un moindre mal en regard des pertes sociales que leur non-adoption engendrerait. De fait, la durée de travail diminue dans les pays riches sur cette période, les prélèvements obligatoires augmentent ou restent élevés, et la dette totale (privée + publique) explose, le système se maintenant par la croissance indienne et chinoise, notamment.

Altérité et histoire : vers une autre rationalité interne ?

Le credo est bien connu : *There is no alternative* ! Si, bien entendu qu'il y a une alternative. L'histoire est altérité, comme l'explique Castoriadis. **Ilya Prigogine** parle : « le possible est plus riche que le réel ». Pourquoi la rationalité interne « maximisation du profit » serait-elle indépassable ? **Edgar Morin** et sa désormais célèbre « politique de civilisation » le clame depuis les années 70, comme tant d'autres : passer du toujours plus au mieux-être, de la quantité à la qualité de vie. La rationalité capitaliste est trop clairement ancrée dans son histoire (positivisme, *Ordre et Progrès*) pour que l'on persiste à le penser posé une fois pour toutes. Le messianisme scientifique et rationnel est dépassé par *La fin des certitudes*, par la fin des Grands Récits. Comment ne pas voir le décalage entre les perceptions du monde nouveau et les persistances du monde ancien ? Il ne manque que la connaissance de *l'institution imaginaire de la société* : une société s'institue en instituant des lois qui ne sont lois que parce qu'on admet au préalable la loi (qui n'en est pas une en soi) disant qu'il y a des lois. **L'hétéronomie social-historique est une auto-aliénation de la société** : c'est elle qui s'institue mais elle le nie en instituant l'hétéronomie (ce sont les Dieux, les Esprits, voire les hommes mais ceux des temps anciens, pas les vivants qui ont créé la société). Reprendre la voie de l'autonomie, se saisir de ses possibilités d'action, et entrevoir l'étendue des possible, le champ de la liberté...

Bibliographie

- Achebe, *Le monde s'effondre*, 2004
- Alain Bresson, « Au-delà du primitivisme et du modernisme : Max Weber ou John Nash ? », in *Economies et sociétés en Grèce classique et hellénistique*, Revue PALLAS, n°74, 2007
- Badie, *La fin des territoires*, 1995
- Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, 1999
- Bairoch, *Victoires et déboires : histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours*, 1997
- Bart, *L'Afrique, continent pluriel*, 2003
- Bart, Lenoble-Bart (dir.), *Afrique des réseaux et mondialisation*, 2003
- Beck, *La société de risque*, 2001
- Berger, *Made in monde*, 2006
- Berger, *Notre première mondialisation*, 2003
- Bessis, *L'Occident et les autres, histoire d'une suprématie*, 2003
- Boltanski, Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, 1999
- Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, 1979
- Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e – XVIII^e siècle*, 1979
- Braudel, *La dynamique du capitalisme*, 1985
- Brunel, *L'Afrique dans la mondialisation*, 2005
- Brzezinski, *Le grand échiquier*, 1997
- Calas (dir.), *De Dar es Salaam à Bongoland*, 2006
- Campbell, *Middle passages*, 2005
- Carroué, *Géographie de la mondialisation*, 2004
- Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, 1975
- Chénau-Loquay (dir.), *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, 2004
- Cohen (Daniel), *La mondialisation et ses ennemis*, 2004
- Cohen (Daniel), *Richesse du monde, pauvretés des nations*, 1997
- Cohen (Daniel), *Trois leçons sur la société post-industrielle*, 2007
- Dagorn, « Une brève histoire du mot mondialisation », in Beaud, *La mondialisation, les mots et les choses*, 1999
- De Rosnay, *Le microscope*, 1975
- Dollfus, *L'espace-monde*, 1994
- Durand, Lévy, Retaillé, *Le monde, espaces et systèmes*, 1993
- Durand, Martin, Placidi, Törnquist-Chesnier, *Atlas de la mondialisation*, 2007
- Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, 1993
- Gervais-Lambony, Landy, Oldfield, *Espaces arc-en-ciel*, 2003
- Goodman, *Growing up absurd : Problems of Youth in the Organized Society*, 1960
- Hall, *Les villes mondiales*, 1966
- Hayek, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, 2007
- Hopkins, *Globalization in world history*, 2002
- Hugon, *Géopolitique de l'Afrique*, 2006
- Huntington, *Le choc des civilisations*, 1989
- Kagan, *La puissance et la faiblesse. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, 2003
- Krugman, *La mondialisation n'est pas coupable*, 2000
- Laïdi, *La grande perturbation*, 2004
- Laïdi, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, 2005
- Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916
- Marcuse, *Eros et civilisation*, 1955
- Maris, Labarde, *Ah Dieu ! Que la guerre économique est jolie*, 1998

- Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation*, 2004
Morin, *Introduction à la pensée complexe*, 1990
Morin, Kern, *Terre-patrie*, 1993
Negri, Hardt, *Empire*, 2000
Negri, Hardt, *Multitudes*, 2003
Ohmae, *The borderless world*, 1985
Orsenna, *Madame Bâ*, 2003
Orsenna, *Voyage au pays du coton*, 2006
Passet, *Eloge du mondialisme par un anti présumé*, 2001
Polanyi, *La grande transformation*, 1977
Pomerang, *The great divergence*, 2000
Retaillé, *La ville ou l'Etat?*, 1996
Retaillé, *Le monde du géographe*, 1997
Reynaud, *Société, espace et justice*, 1981
Sassen, *La ville globale*, 1991
Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1943
Stiglitz, *La grande désillusion*, 2002
Traoré, *Le viol de l'imaginaire*, 2002
Veltz, *Mondialisation, villes et territoires*, 1996
Waberi, *Aux Etats-Unis d'Afrique*, 2006
Wallerstein, *Le capitalisme historique*, 2002 (2^e édition)
Wieviorka (dir.), *L'Empire américain ?*, 2004
Wisner, Toulmin, Chitiga, *Towards a new map of Africa*, 2005